



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du *24 décembre 2021*
**portant mise en demeure à la société AMCOR Speciality Cartons France SAS
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à UNGERSHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral n° 201231-0008 du 10 mai 2012 portant autorisation d'exploiter à la société AMCOR TOBACCO PACKAGING à UNGERSHEIM en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014199-0011 du 18 juillet 2014 portant prescriptions complémentaires à la société AMCOR à UNGERSHEIM, en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site du 04 novembre 2021 ;

VU le rapport du 08 décembre 2021 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 susvisé, l'exploitant n'a pas renouvelé l'acte de cautionnement de ses garanties financières 3 mois avant l'échéance de ce dernier ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société AMCOR à UNGERSHEIM, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2 rue des Violettes ZI 68190 UNGERSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014199-0011 du 18 juillet 2014 susvisé :

« Article 3 – RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Le renouvellement des garanties financières, attesté par la transmission du document défini à l'article 3, doit intervenir au moins trois mois avant leur date d'échéance.»

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 24 décembre 2021

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.